



Aide humanitaire  
et Protection civile

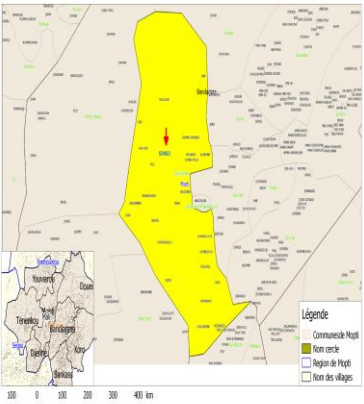


## Rapport

### Evaluation Rapide de Protection des PDI de Tillé à Songho

	<b>Dernière mise à jour</b>	05/06/2020
	<b>Dates de l'ERP</b>	Du 03 au 05 juin 2020
	<b>Localités affectées</b>	<b>Région :</b> Mopti <b>Cercle :</b> Bandiagara <b>Commune :</b> Doucoumbo, <b>Localité affectée :</b> Songho et Tillé,
<b>Populations affectées</b>	<p>Les évaluations ont été menées dans 2 localités : le village d'accueil <b>Songho</b> et le village de départ <b>Tillé</b>. Les informations collectées auprès de la population et de la mairie de Doucoumbo, ont été utilisées comme base et source d'information pour permettre d'avoir une idée de la population totale pour chaque localité avant le mouvement de population. Ainsi, selon le recensement général de la population et de l'habitat RGPH de 2009, la répartition de la population dans chaque localité est la suivante : Tillé, localité affectée, comptait 839 personnes avant la crise et Songho, localité d'accueil, comptait 3,144 personnes avant la crise.</p> <p>Avec cette attaque du 30 juin, environ 108 ménages composés de 648 personnes, tous de la communauté dogon, se sont déplacés de Tillé pour la localité de Songho et se sont installés dans les familles d'accueil. La distance moyenne parcourue par les personnes de la localité de départ à la localité d'accueil est estimée en moyenne à 3 km et la durée de voyage est de moins d'une heure de temps mais sur piste rocheuse et montagneuse.</p> <p>Cependant, il faut noter qu'après le premier jour de l'attaque, les populations font des aller et retour entre le village sinistré et le site d'accueil car, avec la distance entre les deux localités de départ et d'accueil (3 km), la population après les premiers jours du déplacement passe la journée dans le village sinistré et la nuit dans le site d'accueil. Il est ressorti des discussions avec les hommes que déjà bien avant cet incident aucun homme des deux villages cités ci-haut ne passe la nuit dans les villages. Ils trouvent refuge dans les grottes en brousse laissant les femmes et les enfants dans les villages. Selon les informations obtenues, cela est dû au fait que ce sont les hommes qui sont</p>	

		directement ciblés car ils sont accusés d'appartenir à la milice Dosso, un groupe d'auto-défense de la localité.
	<b>Déclencheur de l'ERP</b>	<p>Les mouvements de populations sont une conséquence directe souvent observée à la suite de l'activisme de groupes armés non identifiés qui continuent à affecter le train de vie des populations de la commune de Doucoumbo dans plusieurs secteurs. En date du 30 mai 2020, suite à une alerte partagée par le partenaire RRM CRS faisant cas d'une incursion des groupes armés non identifiés suivies d'attaque du village de Tillé, 648 personnes ont quitté leur village attaqué pour se déplacer à Songho situé à 3 km du village. La population est essentiellement composée de Dogon agriculteurs et ne vit que des produits de ses récoltes. Les personnes déplacées sont toutes dans les familles.</p> <p>Après examen et triangulation de ce mouvement de population, les questions d'accessibilité physique et sécuritaire sur le lieu d'accueil et le lieu de départ, l'équipe Protection NRC, s'est positionnée auprès du Cluster Protection et OCHA pour conduire une Evaluation Rapide de Protection (ERP).</p>
	<b>Méthodologie</b>	<p>La méthodologie utilisée a été composée de rencontres d'échanges et d'entretiens avec les populations déplacées, les communautés hôtes du site d'accueil à Songho et la population non déplacée sur le site de l'incident à Tillé. Cette méthodologie était mixte prenant en compte les groupes de discussion spécifiques (femmes, hommes, enfants) et les entretiens avec les informateurs clés (leaders coutumiers, religieux, groupe d'auto-défense).</p> <p>Après la rencontre et l'implication des autorités administratives et locales (Préfecture, Service Local du Développement Social du cercle de Bandiagara, Mairie de Doucoumbo, le chef de village de Tillé et celui de Songho), l'équipe a d'abord procédé par des observations directes à Tillé et Songho.</p> <p>Ensuite, 07 groupes de discussion ont été animés séparément par sexe et par tranche d'âge dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 01 groupe de discussion avec des adolescentes de 15 à 19 ans sur le site de départ</li> <li>- 01 groupe de discussion avec des hommes de 20 à 40 ans sur le site de départ</li> <li>- 02 groupes de discussion avec des hommes de 20 à 40 ans de la communauté déplacés et communauté hôte sur le site d'accueil</li> <li>- 02 groupes de discussion avec les femmes de 40 ans et plus de la communauté hôte et celle déplacée,</li> <li>- 01 groupe de discussion pour les déplacés de 20 à 40 ans</li> <li>- 03 entretiens individuels avec des hommes et avec des femmes de 20 ans et plus.</li> </ul>

		<p>Avant chaque rencontre, des séances d'information sur les mesures barrières de prévention au Covid-19 ont été faites par l'équipe afin d'éviter de nuire à travers notre intervention.</p>				
	<p><b>Résumé des problèmes de protection rapportés</b></p>	<p>Violence physique Entrave à la liberté de circulation Enfants utilisés par les groupes armés d'autodéfense du village</p>	<p>Sentiment d'insécurité Extorsion/Vol des biens Incendie/destruction des maisons et greniers</p>	<p>Sentiment de détresse, d'isolement et de peur</p>	<p>Tensions intercommunautaires Attaque contre les lieux de travail</p>	<p>Présence de personnes à besoins spécifiques (femmes cheffes de ménages, personnes avec un handicap physique, visuel, mental ou auditif) Forte concentration des PDI dans les maisons d'accueil exigües</p>
<p>Cercle de Bandiagara - Commune de Doucoumbo - Village de Shogo</p>  <p>Cordonnée GPS : Lat: 14,074 Long: -3,083</p>	<p><b>Résumé de la situation de protection et recommandations au Cluster Protection</b></p>	<p><b>Présentation du contexte général de l'alerte qui a déclenchée l'ERP :</b> Suite aux informations faisant état d'une attaque par des groupes armés non identifiés contre le village de Tillé en date du 30 mai 2020, des mouvements de populations ont été signalés dans la localité de Songho, située à 3 km à l'Ouest de Tillé et Nord du chef-lieu de Commune Doucoumbo.</p> <p>En effet, 108 ménages comprenant 648 individus composés majoritairement des enfants et des femmes de l'ethnie Dogon sont arrivés dans la localité de Songho à pieds traversant la colline entre les deux localités. Ces ménages ont été accueillis par la communauté locale qui a aussitôt donné l'alerte aux autorités locales et communales.</p> <p>Suite à l'incursion des groupes armés dans le village de Tillé, on établit un bilan très lourd de 6 personnes du même ménage incendiés/calcinés dans une maison dont 1 femme de 42 ans en état de grossesse avancée de 7 mois et ses 5 enfants de 2 à 14 ans. Des biens matériels (dont 1 tricycle, 3 vélos, 1 téléviseur, 44 sacs de riz, 1 sac de sucre, 5 charrettes, 1 radio, 2 méga phone), 103 bétails (petits et gros ruminants) emportés et 45 maisons, 12 greniers, 1 parc à bétail, 1 hangar public (Togouna) et 6 motos incendiés par les assaillants. D'après les informations collectées lors des groupes de discussions, il s'avère que les attaques des groupes armés dans leur localité et alentours sont récurrentes, et donc ce déplacement (forcé) est motivé par cette insécurité ambiante.</p> <p><b>Présentation/description du site de l'ERP :</b> La localité de Tillé et Songho souffre des problématiques inhérentes à un milieu d'insécurité sahélien fragile, mais aussi des tensions et conflits du centre du Mali, conduisant à des déplacements récurrents depuis plusieurs mois. Depuis janvier 2020, la commune de Doucoumbo située dans le cercle de Bandiagara, connaît des conflits intercommunautaires entre Peulhs et</p>				

		<p>Dogons. Ces conflits ont occasionné le déplacement de population. La situation sécuritaire dans la localité est marquée par des actes de banditisme temporaires, s'ajoutant à ces conflits communautaires. Pour illustration, le pont de passage situé au niveau du village de Songho qui relie Sévaré à Bandiagara a été dynamité par des individus armés non identifié durant le mois de mai 2020.</p> <p>En termes de présence des forces de défense et de sécurité, les équipes ont constaté la circulation des militaires maliens FAMA dans la zone sur la route principale qui mène vers Sévaré Bandiagara et à l'intérieur de la ville de Bandiagara à 6 km de Doucoumbo. Il faut noter également la présence des positions des groupes d'autodéfense dosso à proximité du pont dynamité et à l'intérieur de la ville de Songho qui circulent à moto avec des armes.</p> <p><b>Actions en cours :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Première Urgence a mené une évaluation de santé et fait des prises en charge médicales avec sa clinique mobile.</li> <li>- CRS a mené une MSA dans le but d'évaluer les besoins de ces personnes déplacées.</li> </ul> <p><b>Recommandations principales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la prise en charge psychosociale des PDIs surtout les femmes et les enfants.</li> <li>- Mettre en place d'un mécanisme de protection communautaire prenant en compte les aspects VGB et protection de l'enfant.</li> <li>- Continuer l'identification des cas de protection individuels, conduire des séances de sensibilisation liée aux risques de VBG, la documentation civile et la protection de l'enfance</li> <li>- Faire une évaluation sectorielle pour mieux cerner/identifier les réels problèmes liés à la protection en vue des actions appropriées.</li> <li>- Faire un suivi régulier de la situation de la zone, la situation sécuritaire reste inquiétante.</li> <li>- Promouvoir l'éducation d'urgence dans les sites de déplacés et identifier les enfants en âge scolaire dans les sites des déplacés pour leurs prises en charge dans les écoles d'urgences.</li> <li>- Fournir une assistance alimentaire inconditionnelle pour une période minimum de trois à quatre mois.</li> <li>- Renforcer la résilience des ménages en soutenant les activités génératrices des revenus.</li> </ul>				
	Sévérité de la situation	1	2	3	4	5

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
Sécurité, déplacement et protection générale	5	<p>La situation sécuritaire reste préoccupante pour les personnes déplacées et la communauté d'accueil dans la localité évaluée. Ainsi, les personnes déplacées ont mentionné que les groupes armés peuvent à tout moment faire irruption et particulièrement la nuit. Selon les groupes de discussion, la sécurité est assurée par les groupes d'autodéfense du village qui sont d'ailleurs visibles avec des armes et à moto, et même au niveau des postes de contrôle qui seraient abandonnés par les FAMA. La liberté de mouvement est très restreinte dans toute la zone enquêtée pour la communauté. La partie sud de la localité où se trouve les champs des déplacés et de la communauté d'accueil, est déclarée comme zone interdite par les groupes armés présumés radicaux et des incidents sécuritaires persistent à cause de la présence de ces groupes armés et des engins explosifs qui ont fait des victimes dans le passé dont certaines vivent toujours avec les séquelles. De ce fait, les populations n'ont pas la possibilité d'aller loin pour chercher du bois et soit la nature de leurs besoins. Les participants au groupe de discussion ont affirmé que les événements récents de Tillé ont déstabilisé toute la localité, engendrant un sentiment de peur au sein des populations. Il est très dangereux de s'approcher de la partie sud de jour comme de nuit selon les participants aux groupes de discussion.</p> <p>La documentation civile reste une préoccupation majeure pour les personnes déplacées de Songho. En effet, la majorité de ces personnes déplacées a perdu ses pièces d'état civil dans les maisons incendiées. Cette situation est beaucoup plus remarquable chez les femmes et les enfants. Seuls quelques poignés d'hommes avaient les pièces d'identité au moment de l'incident car selon eux ils sillonnent les marchés hebdomadaires accessibles comme celui</p>	<p><b>Autorités étatiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer clairement les déplacés et communauté d'accueil sur les restrictions de mouvements dans la zone d'insécurité.</li> <li>- Renforcer les patrouilles des forces de sécurité dans la zone afin de sécuriser les personnes et leurs biens.</li> </ul> <p><b>Groupe de travail sur la documentation civile</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les déplacés sur l'importance de la documentation civile.</li> </ul>

		de la ville de Bandiagara pour s'approvisionner en produits alimentaires ou pour la vente de bétail.	
Cohésion sociale	2	S'agissant de la question de la cohésion sociale, les personnes déplacées ont affirmé qu'ils vivent en parfaite harmonie avec les familles d'accueil car appartenant tous à une même communauté. Aucun incident pouvant compromettre la quiétude sociale n'a été rapporté. Selon les informations reçues, les communautés déplacées ne souffrent d'aucun manquement, méfiance ou d'absence de communication de la part des communautés hôtes. Toutes les personnes déplacées sont dans les familles d'accueil et vivent en harmonie avec les communautés hôtes. Aussi, ces derniers, ont notifié l'existence depuis des décennies d'un système de gestion de conflit et/ou autres comportements qui pourraient remettre en cause la paix sociale.	<b>Cluster Protection/ Groupe Thématique Cohésion Sociale</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la capacités ou matériel pour assurer la gestion pacifique sur le site et avec les communautés environnantes.</li> </ul>
Protection de l'enfance	5	<p>La question de la protection de l'enfance est une préoccupation majeure dans la localité des personnes déplacés aussi bien que dans la localité de départ. En effet, les parents envoient les enfants pratiquer la corvée de collecte d'eau et le ramassage de bois dans des conditions difficiles. Cette pratique pourrait exposer ces enfants à divers risques comme l'enlèvement par des groupes armés, les blessures physiques liées à l'abattage des arbres et les violences sexuelles bien qu'aucun cas n'ait été rapporté. Ces risques sont potentiels à cause de la présence des groupes armés non identifiés dans la zone. Par ailleurs, presque tous les enfants déplacés ne disposent pas des pièces d'état civil (extrait de naissance). Ces enfants n'étaient pas scolarisés depuis leur lieu d'origine depuis plus de 2 ans à cause de l'insécurité.</p> <p>Les conditions de vie dans lesquelles vivent ces populations déplacées (assistance en vivres) pourraient fragiliser la situation nutritionnelle de ces enfants. Lors du déplacement, beaucoup d'enfants en bas âge ont marché à pied sur une longue distance. Selon les informations reçues, les enfants sont traumatisés et ne peuvent plus jouer. En outre, aucun enfant séparé ou non accompagné n'a été signalé lors des entretiens. <b>Néanmoins des cas d'enfants associés aux groupes d'autodéfense dont environ 50 enfants et des cas d'exploitation des enfants ont été rapportés par les informateurs clés et les entretiens individuels avec les déplacés et communautés hôtes qui estiment que les tâches confiées à certains enfants ne sont pas adaptées à leur capacité physique.</b> Selon les entretiens certains enfants sont utilisés pour</p>	<b>Sous-Cluster Protection de l'Enfance :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des séances de sensibilisation sur les droits de l'enfant, et leurs besoins spécifiques, en particulier sur le travail des enfants et autres abus à l'encontre de ces derniers.</li> <li>- Mettre en place un programme de gestion de cas de protection, afin de démobiliser les enfants associés aux groupes armés</li> </ul> <b>Cluster Education</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire le plaidoyer pour la mise en place de services d'éducation d'urgence.</li> </ul>

		<p>assurer la veille sécuritaire afin d'alerter les groupes d'autodéfense du village en cas d'irruption des ennemis ce qui les exposes à plus de risque.</p> <p>L'arrivée des déplacés a aussi affecté la qualité et la quantité de repas offerts aux enfants des familles d'accueil, ce qui serait mal vécu par ces derniers qui expriment leur mécontentement.</p>	
<b>Violences basées sur le genre</b>	<b>4</b>	<p>Concernant les Violences Basées sur le Genre, aucun cas de viol ou d'agression sexuelle n'a été signalé lors des entretiens. Néanmoins, des risques potentiels liés à certaines pratiques quotidiennes ont été rapportés et/ou observés sur le site. Les longues distances parcourues (en particulier par les enfants), pour leurs besoins (défécation) ou pour la corvée d'eau et de bois peuvent les exposer à des risques multiples tels que le viol, l'enlèvement et autres violences. En plus de cela, les conditions de précarité dans lesquelles vivent les femmes affectées par cette crise favorisent leur vulnérabilité. Les femmes développant des petites activités génératrices de revenus dans la localité d'origine avant la crise se retrouvent désormais sans aucune activité. Cela aggrave leur vulnérabilité et peut entraîner la négligence des enfants, principalement pour les femmes veuves ayant un nombre important d'enfants (familles monoparentales) ou accentuer les risques d'exploitation de ces femmes alors qu'elles cherchent à répondre aux besoins de leur famille.</p>	<p><b>Acteurs du Sous-Cluster VBG :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travailler à accroître une meilleure compréhension communautaire des violences basées sur le genre.</li> </ul>
<b>Personnes à besoins spécifiques</b>	<b>2</b>	<p>A la suite de l'évaluation des personnes à besoins spécifiques ont été signalées parmi les déplacés vivant dans la localité départ et d'accueil parmi la population sinistrée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 personnes vivant avec un handicap visuel</li> <li>- 2 personnes vivant avec un handicap physique</li> <li>- 2 personnes vivant avec un handicap mental</li> <li>- 1 personne vivant avec un handicap auditif</li> <li>- 2 femmes veuves cheffes de ménage avec 3 enfants mineurs chacune</li> <li>- 2 personnes malades chroniques (épilepsie)</li> </ul>	<p><b>Cluster Protection</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer l'identification, la prise en charge des PBS et autres cas de protection identifiés et assurer la prise en charge des cas de protection</li> </ul>

<p><b>Ressenti psychologique</b></p>	<p><b>5</b></p>	<p>D'après les groupes de discussions et informateurs clés, les pertes en vies humaines suite à l'attaque du village, les maisons incendiées et le pillage des biens matériels ont entraîné une situation de précarité exposant les personnes déplacées et les quelques familles restantes dans le village attaqué à des traumatismes psychologiques. La situation semble très grave chez les femmes et les enfants qui ressentent un sentiment de psychose généralisée sans savoir comment y faire face (sans abris, sans nourriture ou autre forme de soutien). Les femmes et les hommes déclarent qu'ils n'ont pas jusqu'à présent la conscience tranquille et ne partagent aucun sentiment de sécurité.</p> <p>Les groupes armés attaquent très souvent les villages pendant la nuit en ouvrant le feu pour faire fuir la population dans la brousse. La débandade en pleine nuit cause énormément de préjudices aux victimes surpris dans leur sommeil. Il est aussi relaté que des enfants ayant vécu cet instant ont pris du temps avant de s'en remettre selon certains parents. Cette perturbation s'est traduite par la perte d'appétit, la timidité, les cauchemars, les pleurs et les diarrhées.</p> <p>Le sentiment de se sentir délaissés, à la merci des groupes armés, a été très souvent évoqué par les hommes qui passent la nuit en brousse en dehors du village par peur d'être attaqué. Ils pensent qu'ils doivent être plus sécurisés afin de retourner et vivre plus dignement dans leur localité d'origine. Les hommes lors des groupes de discussion ont fait cas des quelques personnes blessés (entorses en général) lors des fuites, résorbés avec le temps. La fuite a été plus pénible pour les enfants et les femmes qui devaient aussi marcher afin d'arriver à destination (3 km).</p>	<p><b>Aux acteurs spécialisés en appui psychosocial :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre l'identification de cas de personnes victimes de troubles psychologiques et faire des prises en charge psychosociale de groupe ou individuelles.</li> </ul>
<p><b>Accès aux services de base</b></p>	<p><b>3</b></p>	<p>Concernant les services sociaux de base, le village d'accueil compte 03 puits à grand diamètre, 02 pompes à motricité humaine PMH (dont 1 en panne), et une mini-adduction d'eau potable avec des bornes fontaines. Par contre le site de départ compte 02 puits à grand diamètre sous le pied de la colline du village poussant les femmes et les jeunes à exercer beaucoup d'efforts pour le transport d'eau.</p> <p>Il existe un centre de santé (CSCOM) dans le village de Songho mais ce dernier peinait à couvrir les besoins des communautés hôtes et déplacées car, bien avant le déplacement, cette population fréquentait ce même centre de santé. Cela oblige les parents à prendre des ordonnances malgré le principe de</p>	<p><b>Cluster Abri/NFI</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribution des kits d'abris/NFI semi-durables aux ménages incendiés</li> <li>- Faire une évaluation sectorielle pour mieux cerner/identifier les réels problèmes liés à la</li> </ul>



		<p>gratuité de soins pour les enfants de 0 à 5 ans. Les populations font aussi recours au centre de santé de référence (CSREF) de Bandiagara situé à environ 7 km de Songho. Cependant, l'accès à cette structure de santé est très difficile en raison de la distance et de l'insécurité. Le village d'accueil ainsi que le village de départ disposent chacun d'une école primaire mais ces dernières ne sont pas fonctionnelles depuis plus de 2 ans à cause de l'insécurité.</p>	<p>protection en vue des actions appropriées.</p>
<p><b>Impact du COVID-19 sur l'environnement de protection</b></p>	<p>4</p>	<p>En termes de la COVID-19, la situation est inquiétante dans la localité car sur un bon nombre de personnes qui disent connaître les mesures barrières, seulement quelques poignées les pratiquent. En ce qui concerne le lavage des mains, selon les groupes de discussion, les participants ont une bonne notion de lavage des mains avec du savon bien qu'ils n'en disposent pas. Cette difficulté d'accès au savon représente potentiellement un risque de propagation de la maladie dans la zone car les enquêtes révèlent que le lavage des mains aux savons n'est pas systématique car les pratiques n'ont pas changé par rapport à la salutation et aux contacts.</p> <p>Toutefois les participants aux focus groups ont évoqué le besoin d'avoir les séances de sensibilisation dans leurs localités car ils ont reçu toutes informations à travers les médias et la télévision. Cependant certaines personnes considèrent cette pandémie comme un fonds de commerce du gouvernement et ne croient pas à l'existence de celle-ci.</p>	<p><b>Aux acteurs humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les déplacés, et résidents sur les gestes barrières, en mettant un accent sur l'existence de la pandémie</li> <li>- Distribution de kits complets de lavage des mains pour prévenir la pandémie du COVID-19 ;</li> </ul>